



L'actualité du **MILITANT** des Industries Chimiques

N° 125

19 décembre 2008



Prenons en main notre avenir :
le 29 janvier, massivement,
exigeons d'autres choix pour le progrès social.

Difficile aujourd'hui d'avoir un regard serein sur son avenir et celui de sa famille. Tout est fait pour entretenir un climat d'insécurité, de doutes, de peurs du lendemain. Les luttes qui se déploient un peu partout dans le pays pour contester les décisions patronales sont passées sous un silence de plomb dans les médias...

Sommaire

Edito

■ Prenons en main notre avenir : le 29 janvier, massivement, exigeons d'autres choix pour le progrès social. (page 1)

■ Travail du dimanche

Un recul de civilisation. (page 2)

■ Précarité

Pas de « crise » pour la précarité. (page 3)

■ Action-mobilisation

Le 29 janvier 2009, une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, avec grèves et manifestations. (appel des Organisations syndicales du 15.12.09) (page 4)

Pas question de laisser entrevoir des perspectives de luttes, d'avenir pour les salariés confrontés aux décisions du pouvoir politique et patronal. A l'inverse, médiatiser les souffrances, faire pleurer sur les situations inadmissibles, anormales – *conséquences de la crise* oblige – bref, rendre ces décisions politiques comme la seule issue crédible et surtout empêcher la contestation légitime des salariés et de la population.

Un poste ministériel supplémentaire est également créé pour « contrôler » la distribution des milliards d'euros au patronat ! Serait-ce reconnaître que jusqu'alors l'Etat distribuait sans contrôle ?

Et bien oui, si l'on s'en réfère à l'échec des aides données depuis 25 ans, sans aucune connaissance ni de leur utilisation, ni de leur utilité autre que celle d'enrichir les actionnaires. La CGT propose de dégager 100 milliards d'euros en mettant fin aux gâchis dans le budget de l'Etat (70 milliards au titre des cadeaux fiscaux aux plus riches – *les fameuses « niches fiscales »* – et 33 milliards au titre d'exonération des cotisations sociales non payées par les entreprises.

En 2007, pour 1€ d'investissement, les entreprises ont versé plus de 1€ de dividendes (209 milliards d'investissements et 227 milliards de versements aux actionnaires). Alors que des millions de familles vont passer les fêtes de fin d'année avec des craintes sur leur avenir, les entreprises du CAC40 tablent elles sur plus de 12,7 % de profits en 2008, selon une expertise faite par le journal Le Monde.

C'est bien l'exigence d'autres choix qui a conduit des millions de salariés à voter pour le syndicalisme de lutte que porte la CGT. Malgré toutes les manœuvres, tant du patronat qui détenait les clés du droit de vote des prud'homales que du gouvernement conduisant à un recul du nombre de votants, la CGT enregistre plus de voix qu'en 2002. C'est un message fort nous confiant de grandes responsabilités. Il nous faut partout poursuivre le débat pour que ce vote ne reste pas un acte « délégué », pour que les salariés prennent en main leur avenir avec et dans la CGT.

Le Jeudi 29 janvier 2009 doit être une journée de luttes, de grèves et de manifestations de haut niveau. Partout, appelons tous ceux qui ont voté CGT à intervenir ce jour là pour défendre leurs intérêts, porter leurs revendications. Toutes les organisations se sont engagées dans cette journée d'actions de grèves et manifestations (CGT, CFDT, FO, CFE CGC, CFTC, FSU, SOLIDAIRES, UNSA).

TOUS NOS MILITANTS CGT DOIVENT ÊTRE SUR LE PONT POUR PORTER NOS PROPOSITIONS DE TRANSFORMATIONS SOCIALES. PARTOUT, ORGANISONS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE SYNDIQUÉS, DÉFINISSONS UN PLAN DE TRAVAIL POUR MOBILISER TOUTES NOS FORCES ET NOS ÉNERGIES CGT POUR UN 29 JANVIER FORT, PUISSANT, INCONTOURNABLE POUR CONSTRUIRE UN AVENIR POUR NOS FAMILLES ET LES FUTURES GÉNÉRATIONS.

Janvier 2009

6 - Journée d'études du CFJ sur Pénibilité au travail des jeunes

9 - Réintégration Michel Friquet à Sotira Meslay du Maine (53)

12 - Secrétariat UFR

13 - Collectif Animation élargi aux DSC, coordinateurs

14 - Bureau UFICT

21 - journée d'études sur les grands arrêts

26 et 27 - Comité Exécutif

29 - journée nationale de mobilisation interprofessionnelle avec grèves et manifestations

Février 2009

23 au 27 - stage CHSCT

Paritaires

Janvier 2009

8 - SNCP - Observatoire National Evolution des Emplois
- CSRP - NAO Salaires

14 - UIC - rénovation politique salariale

15 - UFIP - Pénibilité

22 - SYNALAM - Prévoyance

23 - UFIP - Egalité professionnelle

29 - LAM - Classifications



Un recul de civilisation.

Selon les sondages, 53 % des Français seraient opposés au travail du dimanche.

Pourtant, le gouvernement veut généraliser le travail le dimanche en s'appuyant sur certains acteurs de la grande distribution qui prétendent qu'une forte demande émane dans ce sens de leurs clients : pourquoi ?

Que cache en réalité cette volonté politique du travail du dimanche ?

Pour la grande distribution, cela leur donnerait l'opportunité de s'octroyer à bon compte les parts de marché du commerce traditionnel « artisanal ».

Une déréglementation toujours plus importante du travail.

Rappelons que le repos du dimanche a été une des premières conquêtes sociales de la réduction du temps de travail (1906). A partir de cela le dimanche est devenu un jour de repos commun à l'immense majorité des salariés, ce temps libre permettant de couper le lien avec l'entreprise et de se consacrer à une vie collective, que ce soit la vie de famille ou associative.

Seulement les despotes de l'économie marchande n'ont que faire des besoins sociaux de l'être humain ramené à un simple fournisseur de force de travail.

Le projet de loi a soulevé la colère :

- des ecclésiastiques, on se demande bien pourquoi ;
- des organisations syndicales qui voient là, et à juste titre, une remise en cause du temps de travail ;
- plus singulièrement celle de certains élus de droite qui pensent, peut-être, à leur avenir d'élus.

Les arguments les plus fallacieux nous ont été administrés par le gouvernement :

- Le dimanche offrirait un pouvoir d'achat supplémentaire à celles et ceux qui le travailleraient sur la base du volontariat. Le volontariat devient une obligation tant les rapports entre le patron et le salarié sont inégalitaires, de plus les majorations de salaire disparaîtront dès que le travail du dimanche sera banalisé et deviendra la règle.

Dans ces conditions que deviennent les accords « postés » des entreprises des industries Chimiques (dont les primes) au nom de l'égalité de traitement ? Car, au delà du travail du dimanche dans le commerce, c'est la déstructuration de la société qui est programmée.

Les prétendus effets bénéfiques sur l'emploi sont un pur mensonge : rien de bon à attendre à part développer la précarité, et d'enfoncer dans la misère des centaines de milliers de salariés.

A un moment où le capitalisme est montré du doigt, celui-ci a encore un bel avenir si les salariés, et plus largement les citoyens, ne s'opposent pas à ce recul de civilisation.

IL EXISTE DE VÉRITABLES RÉPONSES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES SALARIÉS ET DE LA POPULATION.

CELA PASSE PAR LA REVALORISATION DU TRAVAIL ET SA RECONNAISSANCE, ASSURANT UN NIVEAU DE VIE DÉCENT POUR BÉNÉFICIER DU TEMPS LIBRE.



Pas de «crise» pour la précarité.

L'industrie est le premier pourvoyeur de l'emploi intérimaire (46% de l'intérim, devant le tertiaire et le BTP). La sous-traitance industrielle est également une source de précarité pour les salariés qui y vendent leur force de travail.

Le patronat confirme que les intérimaires sont la première variable d'ajustement en cas de baisse d'activité.

Actuellement, la baisse d'activité existe dans ce secteur, elle est de l'ordre de 15 à 20%, par rapport à l'an dernier qui, de l'aveu des agences d'intérim, a été particulièrement bonne.

La médiatisation de l'augmentation de l'intérim peut entraîner en réaction la mise sous l'étouffoir des revendications pourtant légitime des salariés sur leur pouvoir d'achat, leurs emplois, l'école de leurs enfants ou leur protection sociale.

Que cherchent le patronat et le gouvernement en occupant l'espace médiatique avec des messages comme quoi «2009 sera dure», que «le pire est devant nous», etc... ?

À nous montrer «raisonnable», à ne pas revendiquer sur nos conditions de travail, à ne pas contester que c'est la recherche du profit pour les capitalistes qui envoie les salariés au chômage, partiel ou non, à ne se contenter que des miettes pendant qu'eux se gavent des richesses que nous produisons. Doit-on courber l'échine ? Non !

La précarité est un fléau qu'il faut combattre au quotidien. Certes, nous devons ouvrir les yeux sur la réalité qu'elle représente, mais pas à la manière des médias qui ne jouent que sur l'émotion et tombent dans la sensiblerie sur la « calamité » qui s'abat sur ces gens. Au contraire, dénonçons les coupables de cette situation : c'est le capital qui coûte cher à notre société, pas le travail ni les travailleurs. La précarité est la conséquence directe des choix de gestion pour maximiser les revenus du capital, et pour faire peser les risques et les aléas aux salariés et à leur famille.

L'enquête Emploi 2007 publiée par l'Insee montre l'importance du sous-emploi dont souffre notre pays : 1 salarié sur 6 est sur un emploi précaire, 1 femme sur 3 travaille à temps partiel, le plus souvent contraint, 5 millions de salariés sont durablement ou temporairement exclus d'un véritable emploi, 4 chômeurs sur 10 de longue durée ont plus de 50 ans.

Autant de chiffres qui sont une réalité pour 2007, c'est-à-dire avant la soi-disant « crise ».

NE PAS SE LAISSER BERNER PAR L'ARGUMENT DE LA CRISE FAIT PARTIE DE NOS DEVOIRS. S'ATTAQUER À LA PRÉCARITÉ PASSE AVANT TOUT PAR LA LUTTE CONTRE SES CAUSES, ET SURTOUT PAS LA GESTION DES CONSÉQUENCES QUE SONT LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION.





Le 29 janvier 2009

Journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, avec grèves et manifestations.

Appel

des organisations syndicales
**CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT,
FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA**

Le **29 janvier**,
c'est déjà **demain** :
pas de temps
à perdre...
beaucoup dépendra
de la **CGT**.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle **le 29 janvier 2009** : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Elles appellent à agir massivement et interpellent les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale,
- des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Les organisations syndicales rendront publique le 5 janvier 2009, une déclaration commune développant leurs propositions et revendications.

Paris, le 15 décembre 2009